

Compte-rendu détaillé

Le 12 juillet deux mille vingt et un, à 19h00, les membres du Conseil Municipal se sont réunis, compte tenu du contexte d'épidémie de Covid-19, dans la salle du restaurant du parc dite « chez Barreyat », sous la présidence de Monsieur André LANUSSE-CAZALÉ, Maire de GARLIN.

Étaient présents : Mesdames : Julie Sabran, Francine Lahore, Marie-Anne Sommesous, Christelle Saulnier, Marguerite Vogt,
Messieurs : André Lanusse-Cazalé, Claude Artigues, Pierre Labrosse, Mickaël Bernadet , Jean-Jacques Cérissère, Anthony Jéguou, Jean-Claude TUCOULOU.

Excusé(es) : Chantal Ferrando, Joëlle Préchacq-Latrete

Secrétaire de séance : Marguerite Vogt

1°) Objet : Décision budgétaire modificative n°2- budget principal de la Commune 2021

Vu l'article L.1612-11 du Code Général des Collectivités territoriales,
Vu la nomenclature budgétaire et comptable M14,
Vu la délibération n°5 du Conseil municipal en date du 14 avril 2021 approuvant le budget primitif et la délibération n°1 du Conseil Municipal du 9 juin 2021 portant décision modificative n°1,
Considérant la nécessité d'assurer l'engagement et le mandatement des dépenses nécessaires au bon fonctionnement de la Commune et de respecter le principe d'indépendance des exercices comptables,

Sous réserve du respect des dispositions des articles L.1612-1, L.1612-10 du Code général des collectivités territoriales, des modifications peuvent être apportées au budget par l'organe délibérant, jusqu'au terme de l'exercice auquel elles s'appliquent.

Dans le cadre de l'exécution budgétaire de l'exercice en cours, il est apparu nécessaire de procéder à des ajustements de crédits entre les différentes opérations du budget principal.

En section d'investissement :

Article	Libellé	Dépenses	Recettes
2313	Constructions OP64 « Bâtiments communaux »	+12 650	
2188	Autres immobilisations corporelles OP 86 « Acquisition de matériel »	-12 650	
	TOTAL	0	

Où l'exposé de Monsieur le Maire et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, APPROUVE à l'unanimité la décision modificative n°2 et RAPPELLE que s'agissant de la section Investissement les crédits sont votés par opération budgétaire.

Ainsi délibéré les jours, mois et an ci-dessus.

2°) Objet : Remboursement d'une facture téléphonique acquittée par Monsieur Pierre LABROSSE

Le Maire présente au Conseil Municipal une facture d'Orange d'un montant de 187.44 € TTC.
Cette facture correspond à la ligne téléphonique du centre de vaccination qui a été libellée par le fournisseur au nom d'un membre du personnel communal.
Elle n'a pas pu être traitée en l'état et la ligne téléphonique du centre de vaccination a été coupée.
Afin de rétablir au plus vite les communications, Monsieur Pierre LABROSSE a réglé la facture par carte bancaire.
Le fournisseur a été invité à corriger la facturation du centre de vaccination.

Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal de rembourser Monsieur Pierre LABROSSE.

L'intéressé sort de la salle et ne prend pas part au vote.

Le Conseil Municipal, ACCEPTE à l'unanimité de procéder au remboursement de la somme de 187.44 € à Monsieur Pierre LABROSSE par virement bancaire sur le compte dont il a fourni les coordonnées,

DIT que les crédits nécessaires sont prévus au budget.

Ainsi délibéré les jours, mois et an ci-dessus.

3°) Objet : Projets de vente de l'ancien presbytère et d'une maison

André Lanusse-Cazalé : Le service des Domaines ne procédant plus aux évaluations pour les communes de moins de 3 000 habitants, les estimations de deux bâtiments concernés ont été réalisées par deux agences immobilières. Il était important de connaître la valeur de ces deux biens pour poursuivre le raisonnement.

Jean-Jacques Cérissère : Je demande que ces questions soient ajournées car il s'agit de sujets sensibles qui méritent une réflexion plus poussée.

Claude Artigues : Je n'adhère pas au projet, je pense qu'il faut attendre.

ALC : Il n'est pas question de vendre de suite. Ces projets en sont au stade de l'évaluation et de la faisabilité. Les associations seront bien évidemment consultées et se verront proposer des solutions alternatives. Nous avancerons sur ce projet si l'étude de faisabilité est satisfaisante, que le projet recueille la majorité et que les associations qui bénéficient de la mise à disposition de ces locaux en sont d'accord.

Marie-Anne Sommesous : Pourquoi vendre le presbytère ?

ALC : La mise aux normes du presbytère est beaucoup trop onéreuse pour être supportée par la commune et en l'état le bâtiment ne peut plus recevoir de public. La question est la suivante : fait-on les travaux de remise en état ou non et si non que faire de ce bâtiment ? Quel serait alors l'intérêt de le conserver ?

Christelle Saulnier : Il s'agit d'un bâtiment historique attaché à la commune. Ne pourrait-il pas faire l'objet d'une opération de rénovation dans le cadre du programme petites villes de demain ? On pourrait en faire un lieu culturel.

ALC : Je comprends votre argument mais la configuration des lieux ne le permet pas. L'enjeu aujourd'hui est de procéder à une étude pour savoir si cela vaut le coût ou non d'aller plus loin dans ce projet. Il n'est pas prévu de vendre le bâtiment dans l'immédiat et la vente éventuelle devra être validée en conseil municipal.

- **Presbytère :** Après avoir rencontré les différentes associations bénéficiant de cet immeuble, le presbytère pourrait être vendu (maison et jardin : parcelles cadastrées AH386 et AH125 d'une superficie respective de 471m² et 730 m²).

L'estimation serait de 110 000 €.

Une commission ad hoc est constituée afin de statuer sur la faisabilité et la suite à donner à ce projet.

Sont désignés en qualité de membres de cette commission : André Lanusse-Cazalé, Claude Artigues, Jean-Claude Tucoulou, Marguerite VOGT, Jean-Jacques Cerissère, Mickael Bernadet, Marie-Anne Sommesous et Christelle Saulnier.

- Maison située à Garlin (sise à côté de la piscine)

Monsieur le Maire expose aux membres de l'Assemblée que la Commune est propriétaire d'un immeuble à usage d'habitation situé sur la parcelle cadastrée section AH 197;

Une estimation de ce bien a été réalisée par deux agences immobilières et il en ressort que la commune pourrait le mettre en vente à un prix plancher de 70 000 € net vendeur.
Une commission ad hoc est constituée afin de statuer sur la faisabilité et la suite à donner à ce projet.

Sont désignés en qualité de membres de cette commission : André Lanusse-Cazalé, Claude Artigues, Jean-Claude Tucoulou, Marguerite VOGT, Jean-Jacques Cerisère, Mickael Bernadet, Marie-Anne Sommesous et Christelle Saulnier.

JJC : cette maison revêt un aspect historique, ce bâtiment était une prison et a reçu à ce titre Abdelkader en 1848.

4°) Objet : Vente de terrains communaux

Monsieur le Maire expose que la commune est propriétaire d'un terrain sis chemin de Labourdatte (parcelle cadastrée AI 297) d'une superficie de 4 120 m².

Il présente le projet de division de cette parcelle en 4 lots d'environ 1 000 m² et précise que pourraient être prévus un lot de 1 069 m², deux lots de 991 m² et un quatrième lot de 912 m².

La vente pourrait être réalisée directement par la commune à un prix fixé à environ 15 000 € TTC le lot.

Cette division serait effectuée avant la vente par le dépôt d'un dossier de déclaration préalable. Le « lotissement » ainsi constitué implique la création d'un budget annexe spécifique et l'assujettissement à la TVA sur la vente desdits lots.

CS : quelles sont les modalités de vente de ces lots ?

ALC : Il s'agit d'une vente par lot individuel, ces lots sont non viabilisés.

JJC : Le terrain avait été vendu par un particulier qui souhaitait le céder uniquement à la commune. Le prix du terrain n'est pas cher.

ALC : Il s'agit des prix du marché pratiqués sur la commune, l'objectif est de vendre rapidement, la politique actuelle est à la réduction des zones classées constructibles

Le Conseil Municipal après avoir entendu le Maire en ses explications complémentaires :

- **DÉCIDE DE LA MISE EN VENTE** du terrain situé chemin de Labourdatte et constituant la parcelle cadastrée AI 297
- **VALIDE** le principe de la division de cette parcelle en quatre lots à un prix d'environ 15 000 € TTC chacun.
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à engager la procédure de mise en vente et le **CHARGE** de toutes les formalités nécessaires à la réalisation de cette opération, étant précisé qu'une délibération devra attribuer la cession de chaque lot dès qu'un acquéreur aura été choisi.

Ainsi délibéré les jours, mois et an ci-dessus.

4°) Objet : vente d'un hangar

Monsieur le Maire expose aux membres de l'Assemblée que la Commune est propriétaire d'un hangar de 251 m² environ situé route d'Arzacq sur la parcelle cadastrée section ZK7 d'une superficie totale d'environ 3 888 m²;

Ce hangar est actuellement loué au Conseil Départemental qui souhaite en faire l'acquisition.

Un représentant du département a rencontré Monsieur le Maire à ce sujet. La commune pourrait mettre en vente le hangar au prix d'environ 70 000 €.

JJC : le départagent avait déjà demandé à acheter ce hangar. Il faut éviter que leurs services ne soient délocalisés.

Jean-Claude Tucoulou : Le département achèterait la totalité du terrain ?

ALC : La commune céderait une partie du terrain après bornage.

Où l'exposé de Monsieur le Maire et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité :

- DÉCIDE de la mise en vente du hangar,
- AUTORISE Monsieur le Maire à engager la procédure de mise en vente, à négocier le prix de la vente et le CHARGE de toutes les formalités nécessaires à la réalisation de cette opération.

Ainsi délibéré les jours, mois et an ci-dessus.

5°) Petites villes de demain : autorisation à signer la convention

ALC : La communauté de communes a proposé 11 communes, 3 ont été retenues. Dans notre département 20 villes ont été retenues et 600 le sont au niveau national. La communauté de communes a bien travaillé sur le dossier, l'État a reconnu la nécessité d'aider au développement des communes lauréates.

L'intérêt pour l'État est de fortifier les communes identifiées pour renforcer leur rayonnement sur leur secteur. Pour les communes, l'intérêt est d'être prioritaire dans l'attribution des subventions qui pourront même être majorées. Les objectifs pour Garlin sont les suivants :

- dynamiser le nord de la commune pour la rendre plus attractive en confortant et renforçant les infrastructures existantes pour créer un pôle dynamique : pôle administratif et espaces socio-culturels : médiathèque, la halle, le restaurant du parc, la place des écoles,..
- augmenter la population en soutenant la rénovation de l'habitat,
- en lien avec le projet des halles, promouvoir les commerces du centre-bourg et notamment ceux situés place Marcadieu.

Les communes retenues signent une convention avec l'État. La communauté de communes prévoit le recrutement d'un technicien pour aider les communes dans la réalisation de leurs projets.

CS : Le nombre de projets est-il limité ? Les projets sont-ils soumis à des délais ?

ALC : Il n'y a pas de limite, le document est évolutif et on peut abandonner un projet pour en porter un autre. Le délai de réalisation est la durée de la mandature.

MS: Il existe une enveloppe prévue pour le subventionnement des projets ?

ALC : Rien n'est notifié et il n'existe pas d'enveloppe spécifique, les subventions seront attribuées au fur et à mesure de l'avancée des projets.

Le programme Petites Villes de Demain (PVD) vise à donner aux élus des communes de moins de 20 000 habitants et leur intercommunalité, qui exercent des fonctions de centralités et présentent des signes de fragilité, les moyens de concrétiser leurs projets de territoire pour conforter leur statut de

villes dynamiques, où il fait bon vivre et respectueuses de l'environnement.

Ce programme constitue un outil de la relance au service des territoires. Il ambitionne de répondre à l'émergence de nouvelles problématiques sociales et économiques, et de participer à l'atteinte des objectifs de transition écologique, démographique, numérique et de développement. Le programme doit ainsi permettre d'accélérer la transformation des petites villes pour répondre aux enjeux actuels et futurs, et en faire des territoires démonstrateurs des solutions inventées au niveau local contribuant aux objectifs de développement durable.

Il traduit la volonté de l'Etat de donner à ces territoires la capacité de définir et de mettre en œuvre leur projet de territoire, de simplifier l'accès aux aides de toute nature, et de favoriser l'échange d'expérience et le partage de bonnes pratiques entre les parties prenantes du programme, ainsi que de contribuer au mouvement de changement et de transformation, renforcé par le plan de relance.

La nécessité de conforter efficacement et durablement le développement des territoires couverts par le programme Petites Villes de Demain appelle à une intervention coordonnée de l'ensemble des acteurs impliqués. Pour répondre à ces ambitions, Petites Villes de Demain est un cadre d'action conçu pour accueillir toutes formes de contributions, au-delà de celles de l'Etat et des partenaires financiers du programme (les ministères, l'Agence Nationale de la Cohésion des Territoires (ANCT), la Banque des Territoires, l'Agence nationale de l'habitat (Anah), CEREMA, l'Agence de la transition écologique (ADEME)). Le programme, piloté par l'ANCT, est déployé sur l'ensemble du territoire national et décliné et adapté localement.

La Communauté de communes des Luys en Béarn, par courrier en date du 16 septembre 2020, avait transmis au Préfet, l'hypothèse d'une candidature pour 11 communes de son territoire en lien avec l'armature territoriale des différents documents d'urbanisme, exprimant ainsi ses motivations à rendre ces communes plus attractives dans le cadre d'un développement équilibré du territoire intercommunal.

Au final, ont été labellisées au titre de ce programme par la préfecture des Pyrénées-Atlantiques en date du 31 décembre 2020, les trois communes suivantes :

- Arzacq-Arraziguet
- Garlin
- Serres-Castet

La présente convention d'adhésion Petites Villes de Demain a pour objet d'acter l'engagement des Collectivités bénéficiaires et de l'Etat dans ce programme. Elle engage les Collectivités bénéficiaires à élaborer et/ou à mettre en œuvre un projet de territoire explicitant une stratégie de revitalisation. Dans un délai de 18 mois maximum à compter de la date de signature de la présente convention, le projet de territoire pourra être formalisé, notamment par une convention d'ORT.

La présente convention a pour objet :

- de préciser les engagements réciproques des parties et d'exposer les intentions des parties dans l'exécution du programme ;
- d'indiquer les principes d'organisation des Collectivités bénéficiaires, du Comité de projet et les moyens dédiés par les Collectivités bénéficiaires et l'EPCI ;
- de définir le fonctionnement général de la Convention ;
- de présenter un succinct état des lieux des enjeux du territoire, des stratégies, études, projets, dispositifs et opérations en cours et à engager concourant à la revitalisation ;

- d'identifier les aides du programme nécessaires à l'élaboration, la consolidation ou la mise en œuvre du projet de territoire.

Le programme s'engage ainsi dès la signature de la convention et conduit notamment au recrutement d'un chargé de mission Petites Villes de Demain.

Le Conseil Municipal invité à se prononcer et à l'unanimité :

- **APPROUVE** le cadre du programme national Petites Villes de Demain et sa déclinaison locale au sein du territoire communautaire,
- **APPROUVE** la convention d'adhésion Petites Villes de Demain annexée à la présente délibération,
- **AUTORISE** Monsieur le maire à signer la dite convention.

Ainsi délibéré les jours, mois et an ci-dessus.

6°) Objet : Dénomination de voies : chemin du lac et impasse Mirassou

Monsieur le Maire informe les membres présents qu'il appartient au conseil municipal de choisir, par délibération, le nom à attribuer aux voies communales.

La dénomination est laissée au libre choix du Conseil municipal dont la délibération est exécutoire par elle-même.

Le numérotage des habitations constitue une mesure de police générale que le maire peut prescrire en application de l'article L2213-28 du CGCT aux termes duquel « dans toutes les communes où l'opération est nécessaire, le numérotage des maisons est exécuté pour la première fois à la charge de la commune. L'entretien du numérotage est à la charge du propriétaire qui doit se conformer aux instructions ministérielles ».

Il convient, pour faciliter le repérage, pour les services de secours (SAMU, pompiers, gendarmes qui ont du mal à localiser les adresses en cas de besoins), le travail des préposés de la poste et d'autres services publics ou commerciaux, la localisation GPS, d'identifier clairement les adresses des immeubles et de procéder à leur numérotation.

La dénomination des voies « chemin du Lac » et « impasse Mirassou » sont présentés au conseil municipal.

Après en avoir délibéré, et considérant l'intérêt communal que représente la dénomination d'une rue, le Conseil Municipal à l'unanimité :

- **VALIDE** la dénomination des voies telle que proposée ci-dessus,
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer toutes les pièces nécessaires à l'exécution de la présente délibération,
- **CHARGE** Monsieur le Maire de procéder aux numérotations par voie d'arrêté.

Ainsi délibéré les jours, mois et an ci-dessus.

7°) Objet : Label ville étoilée

ALC : Il serait intéressant de faire connaître le travail engagé par la commune en ce qui concerne les efforts réalisés en matière d'économies d'énergie. Garlin y travaille, des armoires électriques ont été changées, des ampoules énergivores ont été remplacées, à certains endroits un éclairage modulé a été installé. On devrait communiquer davantage, avec l'obtention de ce label on pourrait intégrer à l'entrée du village des panneaux « ville étoilée ».

Claude suit ce dossier et il faudrait pouvoir constituer une demande d'obtention de ce label.

CA : Oui et nous pourrions nous inspirer de ce qui a été fait par la commune de Serres-Castet en la matière .

Questions diverses

CS : Quelle est la situation pour la location de l'immeuble Nabonne ?

*ALC : DomoFrance est intéressé par la bâtiment, une étude de rentabilité est en cours.
Il y a une demande de location importante sur la commune.*

CS : Qu'en est-il de la mise en place de responsables de quartiers ?

ALC : C'est au point mort en raison de la pandémie, ce sera mis en place progressivement.

*Il est prévu de réaliser un bulletin municipal assez dense pour la rentrée.
Les prochaines éditions se feront a priori sous la forme d'une page trimestrielle. Chacun pourra s'exprimer.*

CS : Il est compliqué pour les particuliers de s'y retrouver en ce qui concerne l'installation de la fibre. De plus, les opérateurs vont bientôt procéder au démarchage, pourrait-on accompagner les administrés ?

ALC : C'est compliqué. La fibre ne sera pas opérationnelle sur la commune avant le deuxième semestre 2022. Il est possible d'accéder à des informations sur le site du Très Haut Débit 64 (THD64) ou sur celui de la fibre 64. Il y a un référent au niveau de la communauté de communes.

L'ordre du jour étant épuisé, plus aucune question n'étant soulevée, Monsieur le Maire lève la séance du Conseil Municipal est levée à 20h10.